



P498 D 144A

Luxembourg, le 29.09.2015

CHAMBRE DES DEPUTES
Entrée le:
06 OCT. 2015

Monsieur le Président de la
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg

Concerne : Prise de position concernant la pétition 498 – Etablissement d'un barème officiel de toute prestation d'un avocat

Monsieur le Président,

Suite à votre lettre du 8 juillet 2015 je vous prie de bien vouloir trouver ci-après la position du Ministère de la Justice concernant la pétition 498 sur l'établissement d'un barème officiel de toute prestation d'un avocat que la Commission des Pétitions a jugé utile de me soumettre dans sa réunion du 6 juillet 2015.

Le pétitionnaire demande d'établir un barème officiel pour toutes les prestations d'un avocat, afin que toute partie gagnante puisse demander au tribunal concerné le remboursement intégral des notes d'honoraires payées ou à payer comme cela se pratiquerait selon le pétitionnaire en France, en Allemagne et en Croatie.

Afin d'analyser le bien-fondé de cette demande on se limitera à un bref descriptif des systèmes en place dans nos pays voisins dont les systèmes juridiques nous sont les plus proches avant de les comparer avec le système luxembourgeois, tout en rappelant que les avocats sont une profession libérale.

1. La situation dans les pays voisins

a. Allemagne

Contrairement à une idée largement répandue et également défendue par le pétitionnaire, il n'existe pas de barème officiel réglementant toutes les prestations d'un avocat en Allemagne.

Il est cependant vrai que de nos trois pays voisins c'est l'Allemagne qui connaît l'encadrement le plus stricte pour les frais d'avocats et ceci dans une loi de 2004 appelée « Rechtsanwaltsvergütungsgesetz » qui fixe notamment des tarifs-cadres pour certaines prestations en-dessous desquels celles-ci ne peuvent pas être facturées.

Le coût concret des frais d'avocats en Allemagne comme dans d'autres pays dépend de facteurs comme par exemple le montant du dommage ou bien la complexité de l'affaire. Le législateur allemand prévoit ainsi des tarifs-cadres qui sont cependant très flexibles. Il est en outre toujours possible pour l'avocat et son client de fixer un prix dépassant le tarif-cadre. Dans cette hypothèse le client ne pourra cependant en cas de succès réclamer à la partie perdante que le maximum prévu par le tarif-cadre.

Enfin ce n'est que pour le premier entretien entre client et avocat que le législateur allemand a fixé un tarif maximum de 190 euros plus TVA.

b. France

L'article 700 du Code de procédure civile français dispose que « (...) *dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépenses ou à défaut la partie perdante à payer à l'autre partie la somme qui détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépenses. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamné. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation* ».

Cet article a comme corollaire le principe de la non-répétibilité des frais d'avocat établi depuis longtemps par la Cour de cassation française.

Ce principe veut qu'une partie gagnante à un procès ne peut réclamer à la partie perdante ses frais d'avocats en les considérant comme faisant partie du dommage subi et en invoquant la responsabilité civile classique (article 1382 du Code civil et suivants).

Au contraire elle ne peut les réclamer que par le biais de l'article 700 du Code de procédure civile français précité et il appartiendra au juge de statuer en équité quant au montant à accorder.

Il n'existe aucun barème officiel sur lequel le juge devrait s'aligner.

c. Belgique

La situation en Belgique fut sensiblement la même qu'au Luxembourg et en France jusqu'à un arrêt de la Cour de cassation belge en 2004. En effet la solution retenue était que les frais d'avocat ne faisaient pas partie des frais et dépens judiciaires limitativement énumérés par l'article 1022 du Code judiciaire belge et ne pouvaient pas non plus être réclamés sur base du régime de droit commun en matière de responsabilité civile au titre de dommages et intérêts pour le préjudice subi par la partie gagnante.

La Belgique ne connaissait cependant pas d'article similaire à l'article 700 du Code de procédure français disposant que « *lorsqu'il paraît inéquitable de laisser à la charge d'une partie les sommes exposées par elle et non comprises dans les dépens, le juge peut condamner l'autre partie à lui payer le montant qu'il détermine* ».

En 2004 la Cour de cassation belge a ainsi posé le principe de la répétibilité des frais d'avocats sur base du droit commun de la responsabilité civile (faute – lien causal – dommage) en y ajoutant cependant le critère de la nécessité des frais d'avocat.

Voyant que cette consécration jurisprudentielle pourrait entraîner une avalanche de « procès après le procès » le législateur belge a réagi avec la loi du 21 avril 2007 qui reformule la définition de l'ancienne « indemnité de procédure » de l'article 1022 du Code judiciaire belge en prévoyant une intervention forfaitaire dans les frais et honoraires d'avocats de la partie ayant obtenu gain de cause et en excluant expressément tout recours via le droit commun de la responsabilité civile :

« L'indemnité de procédure est une intervention forfaitaire dans les frais et honoraires d'avocat de la partie ayant obtenu gain de cause. Après avoir pris l'avis de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et de l'Orde van Vlaamse Balies, le Roi établit par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les montants de base, minima et maxima de l'indemnité de procédure, en fonction notamment de la nature de l'affaire et de l'importance du litige. [...] »

Aucune partie ne peut être tenue au paiement d'une indemnité pour l'intervention de l'avocat d'une autre partie au-delà du montant de l'indemnité de procédure ».

Cela signifie qu'en Belgique la partie succombante doit depuis 2007 payer un montant forfaitaire à la partie ayant obtenue gain de cause pour les frais et honoraires de son avocat.

Il convient toutefois de souligner en la matière qu'il ne s'agit pas du montant total des frais d'avocat mais uniquement d'une intervention.

Le législateur a souhaité éviter que cette nouvelle législation ne décourage les plaignants moins nantis à saisir le tribunal. Un montant de base de même qu'un montant maximal/minimal ont donc été fixés par voie d'arrêté royal.

2. La situation au Luxembourg

Au Luxembourg les textes pertinents en la matière sont l'article 240 du Nouveau Code de procédure civile (NCPC), l'article 194 alinéa 3 du Code d'instruction criminelle (CIC) et l'article 33 de la loi du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives qui permettent au juge sur le fondement de l'équité d'allouer à une partie un certain montant au titre des sommes non comprises dans les dépens dont les honoraires d'avocats :

Art. 240 du Nouveau Code de procédure civile :

« Lorsqu'il paraît inéquitable de laisser à la charge d'une partie les sommes exposées par elle et non comprises dans les dépens, le juge peut condamner l'autre partie à lui payer le montant qu'il détermine ».

Art. 194 alinéa 3 du Code d'instruction criminelle :

« Lorsqu'il paraît inéquitable de laisser à la charge d'une partie les sommes exposées par elle et non comprises dans les dépens, le tribunal peut condamner l'autre partie à lui payer le montant qu'il détermine ».

Art. 33 de la loi du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives :

« Lorsqu'il paraît inéquitable de laisser à la charge d'une partie les sommes exposées par elle et non comprises dans les dépens, le juge peut condamner l'autre partie à lui payer le montant qu'il détermine ».

Ces articles trouvent leur origine dans l'article 700 du Code de procédure civile français précité.

Au Luxembourg la Cour de cassation luxembourgeoise, comme la Cour de cassation belge en 2004, a jugé dans un arrêt du 9 février 2012 que les frais d'avocats exposés par la partie gagnante dans une instance judiciaire sont un préjudice réparable au titre des articles 1382 et 1383 du Code civil.

Il est donc inexact de prétendre comme le soutient la pétition qu'au Luxembourg il n'est pas possible de récupérer les frais d'avocats si l'on gagne son procès.

En effet la partie qui gagne un procès peut réclamer les frais d'avocats non seulement sur la base de l'article 240 du NCPC ou de l'article 194 alinéa 3 du CIC ou de l'article 33 de la loi sur les juridictions administratives, mais également sur la base des articles 1382 et suivants du Code civil qui réglementent la responsabilité civile.

On ne peut pas non plus comparer comme le fait le pétitionnaire les barèmes existants à l'étranger pour certaines prestations des avocats (Allemagne, Belgique) avec les tarifs officiels qui sont pratiqués par exemple pour les experts ou les traducteurs et interprètes agréés au Luxembourg.

Ce cas de figure est plutôt comparable avec le système de l'assistance judiciaire car un expert ou un traducteur qui est nommé officiellement par un tribunal est effectivement rémunéré selon un certain barème fixé par la loi tout comme l'avocat qui est nommé pour assister une personne sous le régime de l'assistance judiciaire.

Or, tout comme l'avocat, l'expert ou le traducteur exerce une profession libérale et en dehors des affaires où il est nommé par un tribunal il peut librement fixer le prix pour ses prestations.

3. Conclusion

Au vu des développements qui précèdent le Ministère de la Justice est d'avis qu'un système établissant un barème officiel pour toute prestation d'un avocat tel que le propose le pétitionnaire n'existe pas dans nos pays voisins contrairement à ce qui est exposé dans la pétition.

L'introduction d'un tel système serait en outre contraire au principe de la libre prestation des services des professions libérales.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.



Félix BRAZ
Ministre de la Justice